

Lettre à l'attention du chef de l'Etat, Monsieur Emmanuel Macron

Paris, le 10 février 2023,

Monsieur le Président de la République française,

Suite à la présentation gouvernementale du Projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration en conseil des Ministres, le FORIM, réseau des diasporas solidaires, souhaite prendre attache auprès de vous dans une démarche apaisante et diplomatique.

Alors que le pays est secoué par un mouvement de contestation sociale important, le gouvernement s'apprête à présenter un projet de loi majeur qui va impacter le quotidien de milliers de personnes étrangères en France. Dans ce contexte social hautement inflammable, les diasporas de France se mobilisent pour que les valeurs de solidarité et d'entraide « ici et là-bas » ne demeurent pas au stade des vœux pieux mais se traduisent dans des politiques publiques justes et égalitaires.

Monsieur le Président de la République, nous savons à quel point vous estimez que les diasporas occupent une place importante au sein de la société française car vous avez de nombreuses fois qualifié les diasporas de chance pour la France, notamment lors du sommet Afrique-France de 2021 du Forum des mondes méditerranéens de l'année dernière.

C'est pourquoi, aujourd'hui, le FORIM s'adresse à vous, en tant que chef de l'Etat, afin de prendre des mesures concrètes pour restaurer une politique française digne des principes philosophiques qui ont inspiré la fondation de la patrie des droits de l'Homme.

Premièrement, en ratifiant la Convention internationale des droits des travailleurs et travailleuses migrant.e.s de l'Organisation des Nations Unies de 1990, afin que les conditions d'emploi en France de millions de personnes étrangères s'inscrivent en conformité avec les valeurs d'égalité et de fraternité ;

Deuxièmement, en soutenant la proposition de loi déposée par M. Sacha HOULIE ouvrant le droit de vote aux élections locales aux personnes étrangères extracommunautaires. Une grande étape a déjà été franchie en 1992 en ouvrant ce droit aux ressortissant.e.s de l'Union européenne ; la France donnerait ainsi un signal fort en élargissant ce droit aux autres étranger.e.s dont le rôle a été crucial dans la survie des services publics et secteurs économiques vitaux notamment lors de la crise Covid-19.

En février 2024, la France accueillera le Forum Mondial sur la Migration et le Développement qui constitue un temps-fort de l'agenda international du dialogue entre les institutions et les acteurs de la société civile issus des pays du Nord et du Sud. Dans cette perspective, les diasporas ont les yeux rivés vers vous pour prendre des décisions symboliques et fortes en faveur de l'égalité entre tous les membres de la société française.

Le FORIM souhaiterait vous proposer une rencontre afin d'échanger autour de vos engagements en faveur des diasporas ambassadrices du dialogue social interculturel en France et actrices du co-développement sur la scène internationale.

Veillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'assurance des sincères salutations des organisations diasporiques de France mobilisées au sein du FORIM.

Solidairement,

Mackendie TOUPOUSSANT, Président du FORIM

